



Assemblée générale

Distr. générale
26 juillet 2019
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session

Point 17 d) de l'ordre du jour provisoire*

Questions de politique macroéconomique : produits de base

Tendances et perspectives mondiales concernant les produits de base

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport, établi par le Secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en application de la résolution [72/205](#) de l'Assemblée générale, rend compte des évolutions récentes et des perspectives des principaux marchés de produits de base et analyse les facteurs qui ont contribué aux fluctuations des prix observées en 2018. Il s'avère qu'entre janvier 2018 et mars 2019, ces marchés ont enregistré de fortes variations de prix, tant à la hausse qu'à la baisse. En général, les périodes d'augmentation étaient attribuables aux tensions créées sur les marchés par des conditions météorologiques défavorables et les incertitudes politiques et économiques concernant de nombreuses régions. Les périodes où ces tendances à la hausse se sont atténuées ou inversées s'expliquent en grande partie par une surabondance de l'offre, l'accroissement des stocks et des conditions météorologiques favorables. Le rapport dresse un tableau des stratégies de diversification qui pourraient aider les pays en développement tributaires des produits de base à atténuer leur exposition à la volatilité des prix et aux chocs et à atteindre les objectifs de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

* [A/74/150](#).



I. Introduction

1. Le présent rapport, qui porte sur les tendances et les perspectives mondiales dans le secteur des produits de base, a été établi par le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en application de la résolution 72/205 de l'Assemblée générale. Il analyse l'évolution récente des marchés des produits de base, en mettant l'accent sur les tendances des prix et leurs déterminants. Les trois principaux groupes de produits couverts dans le présent rapport sont les suivants : a) les produits de base agricoles et alimentaires, les produits tropicaux destinés à la préparation de boissons, les graines oléagineuses et les huiles végétales et les matières premières d'origine agricole ; b) les minéraux, minerais et métaux ; et c) les sources d'énergie – pétrole, gaz, charbon et énergies renouvelables.

2. Le rapport examine également la diversification en tant que stratégie visant à remédier à l'instabilité des prix des produits de base et montre comment la CNUCED promeut cette stratégie dans les pays en développement tributaires des produits de base.

II. Évolution récente des marchés de produits de base

A. Aperçu général

3. L'indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED¹ s'établissait à 123,4 points en moyenne en janvier 2018 (tous groupes de produits confondus), enregistrant ainsi une hausse (+8 points, soit +6,8 %) par rapport au mois précédent (voir fig. I). En mai 2018, il avait atteint 128,2 points, notamment sous l'effet de l'augmentation des prix dans la plupart des sous-groupes. La tendance à la hausse s'est inversée en juin et l'indice est tombé à 124 points en août, du fait de la baisse des prix dans certains sous-groupes comme les aliments, les produits tropicaux destinés à la préparation de boissons, les matières premières d'origine agricole et les métaux précieux. Il s'établissait à 111,3 points en moyenne en décembre 2018. Au premier trimestre 2019, l'indice de tous les groupes a augmenté de 5 %, principalement en raison d'une hausse des prix dans les sous-groupes des combustibles, minéraux, minerais et métaux.

¹ En 2015, l'indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED a été ramené à 100 et de nouveaux produits de base y ont été ajoutés, d'où de nouvelles pondérations. Le nouvel indice englobe des indices distincts pour le groupe des combustibles et le sous-groupe des métaux précieux.

Figure I
Indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED
(tous groupes de produits confondus), de janvier 2000 à mars 2019
 (2015 = 100)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADstat.

4. Les variations mensuelles affichées par l'indice des prix des produits de base sur le marché libre (tous groupes de produits confondus) entre janvier 2000 et mars 2019 montrent à quel point les prix des produits de base sont fluctuants (fig. II). En 2018, l'indice a beaucoup fluctué d'un mois à l'autre, pour diverses raisons (voir sect. B ci-après). La hausse la plus forte a été enregistrée en janvier (+6,9 %) et la baisse la plus forte, en novembre (-9,3 %). Au premier trimestre 2019, les fluctuations mensuelles ont été positives. La section suivante est consacrée à l'évolution des marchés des principaux groupes de produits de base.

Figure II
Variations mensuelles de l'indice des prix des produits de base sur le marché libre, de janvier 2000 à mars 2019
 (En pourcentage)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADstat.

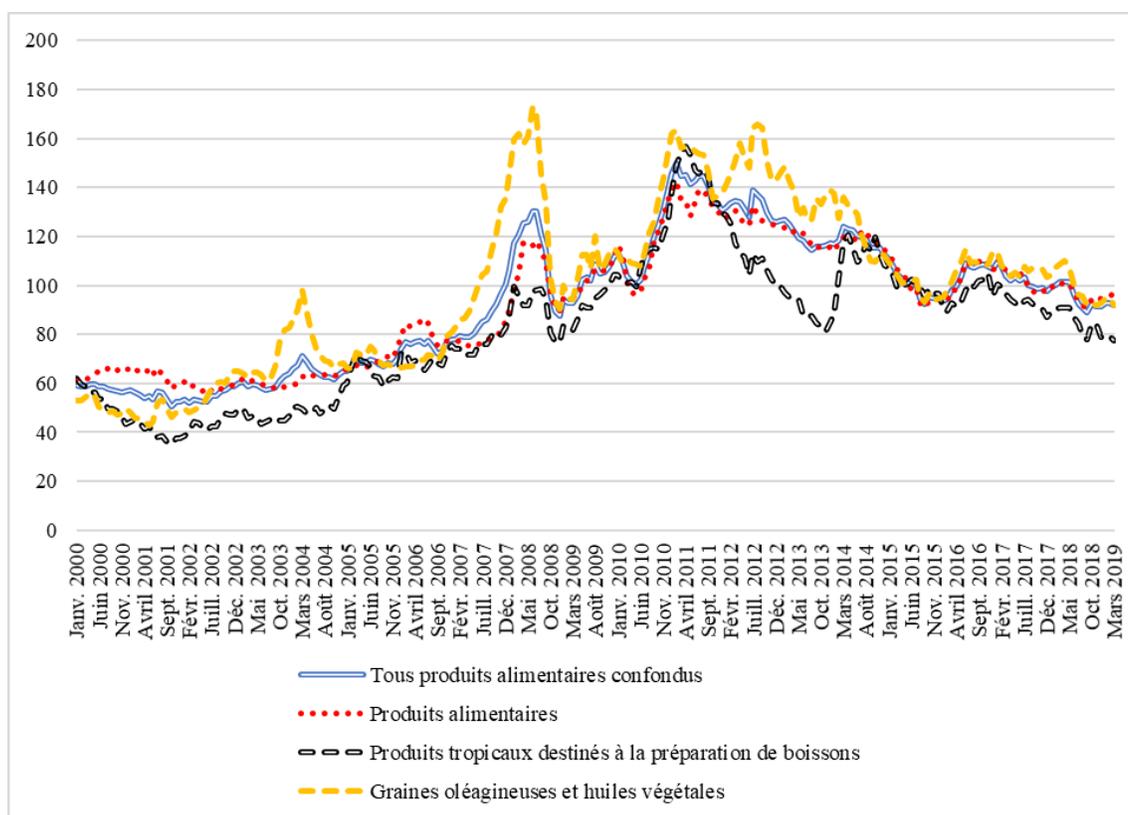
B. Évolution des principaux secteurs de produits de base

Denrées alimentaires et produits agricoles

5. L'indice des prix des produits alimentaires de la CNUCED (fig. III) s'est établi en moyenne à 99,7 points en janvier 2018, soit 2,4 % de plus que le mois précédent, augmentant ainsi pour le troisième mois consécutif. Il a ensuite légèrement progressé, de 1,4 % en deux mois, puis s'est replié à une moyenne de 91 points en septembre 2018. La hausse de l'indice début 2018 est principalement due à l'augmentation des prix du blé et du maïs, résultat des tensions créées sur les marchés par des conditions météorologiques défavorables dans les principales régions productrices, à savoir notamment l'Argentine, le Brésil et les États-Unis d'Amérique. Les faibles prix du sucre, du riz et de la viande ont contribué à faire baisser l'indice du sous-groupe des produits alimentaires entre mars et septembre 2018. La tendance à la baisse s'étant inversée au quatrième trimestre 2018, l'indice a terminé l'année à 94,9 points et a continué d'augmenter au premier trimestre de 2019 pour atteindre 96,4 points, en grande partie du fait de la hausse des prix du maïs et du sucre.

Figure III

Indices des prix de certains groupes de produits de base, janvier 2000-mars 2019
(2015=100)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADstat. La description des produits de chaque groupe figure dans UNCTADstat (<https://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx>).

6. Les prix du maïs subissent une pression à la baisse depuis 2012, en grande partie du fait de la surproduction et de l'abondance des stocks. Le prix du maïs des États-Unis qui sert de référence internationale (maïs jaune n° 3) a augmenté entre décembre 2017 et janvier 2018, la demande ayant été alimentée par la faiblesse du

dollar et les préoccupations persistantes concernant l'incidence du temps sec et chaud sur les récoltes en Argentine. À partir du dernier trimestre de 2018, les prix du maïs ont suivi une tendance à la hausse pour terminer l'année à 170,79 dollars. Cette tendance s'est poursuivie au cours des deux premiers mois de 2019, en partie en raison des préoccupations suscitées par le temps sec dans les zones de culture des États-Unis², de la contraction de l'offre, de l'augmentation de la demande et des conséquences du mauvais temps sur les semis de 2019 (voir fig. IV)³.

7. Au premier trimestre de 2018, le prix du blé des États-Unis qui sert de référence internationale (blé dur rouge d'hiver n° 2, prix franco à bord) est passé de 227,29 dollars par tonne en janvier à 245,333 dollars par tonne en mars, en conséquence de la sécheresse prolongée survenue aux États-Unis, des inquiétudes suscitées par les conditions froides et humides dans certaines parties de l'Europe, de la forte demande mondiale⁴ et des pressions spéculatives. En décembre 2018, il avait chuté à 241,01 dollars par tonne. Au premier trimestre de 2019, les prix ont épousé une tendance à la baisse, reculant de près de 8 % pour s'établir à 222,19 dollars par tonne en mars, en raison de stocks abondants et de perspectives favorables de production mondiale pour 2019, ainsi que de l'essoufflement de la demande d'exportations aux États-Unis (voir fig. IV)⁵.

8. En janvier 2018, le prix du riz thaïlandais qui sert de référence internationale (riz blanc usiné, 5 % de brisures, prix franco à bord) a connu une augmentation de 9 % par rapport au mois précédent, à 442 dollars par tonne, en raison de l'augmentation de la demande. Cette flambée a toutefois été de courte durée : en décembre, les prix s'établissaient à 404 dollars la tonne, principalement du fait des fluctuations de la demande et de l'appréciation du baht thaïlandais. Par la suite, les prix ont légèrement augmenté pour atteindre 406 dollars par tonne en mars 2019. La production de riz devrait reculer légèrement pendant la saison 2018/19, les récoltes ayant été retardées au Viet Nam par la date tardive des semis et les conditions météorologiques ayant été défavorables en Thaïlande (voir fig. IV).

9. Le prix du sucre (moyenne mensuelle des prix journaliers calculés conformément à l'Accord international sur le sucre) est tombé de 14,09 cents la livre à 12,03 cents la livre entre janvier et avril 2018, en conséquence de la production record de deux des principaux pays producteurs du monde (Inde et Thaïlande) et des conjectures selon lesquelles le marché resterait pléthorique en raison de l'abondance des semis dans l'Union européenne et en Inde. Toutefois, la crainte de voir les récoltes et la production pâtir de la sécheresse pendant la saison de croissance au Brésil a contribué à faire grimper les prix à 12,5 cents la livre en juin 2018, avant qu'ils ne retombent à 11,08 cents la livre en août 2018, valeur la plus faible enregistrée depuis août 2015. Ils ont rebondi par la suite pour atteindre 13,28 cents la livre en octobre, en raison du retour de la sécheresse qui a affecté les rendements au Brésil, puis se sont repliés pour terminer l'année à 12,65 cents la livre. En mars 2019, ils s'établissaient à 12,71 cents par livre. Selon les données du service de recherche du magazine *The Economist*, le marché devrait se resserrer pendant la campagne 2019/2020 à mesure que les producteurs les plus chers seront évincés. Néanmoins, il est probable que les prix augmenteront légèrement, la demande à long terme progressant plus lentement que l'offre (voir fig. IV)⁶.

10. Au cours du premier trimestre de 2018, le prix du bœuf d'Australie et de Nouvelle-Zélande (congelé ; coût, assurance et fret) a brièvement progressé avant de

² Voir www.fao.org/3/CA1515FR/ca1515fr.pdf.

³ Voir www.fao.org/3/CA3583FR/ca3583fr.pdf.

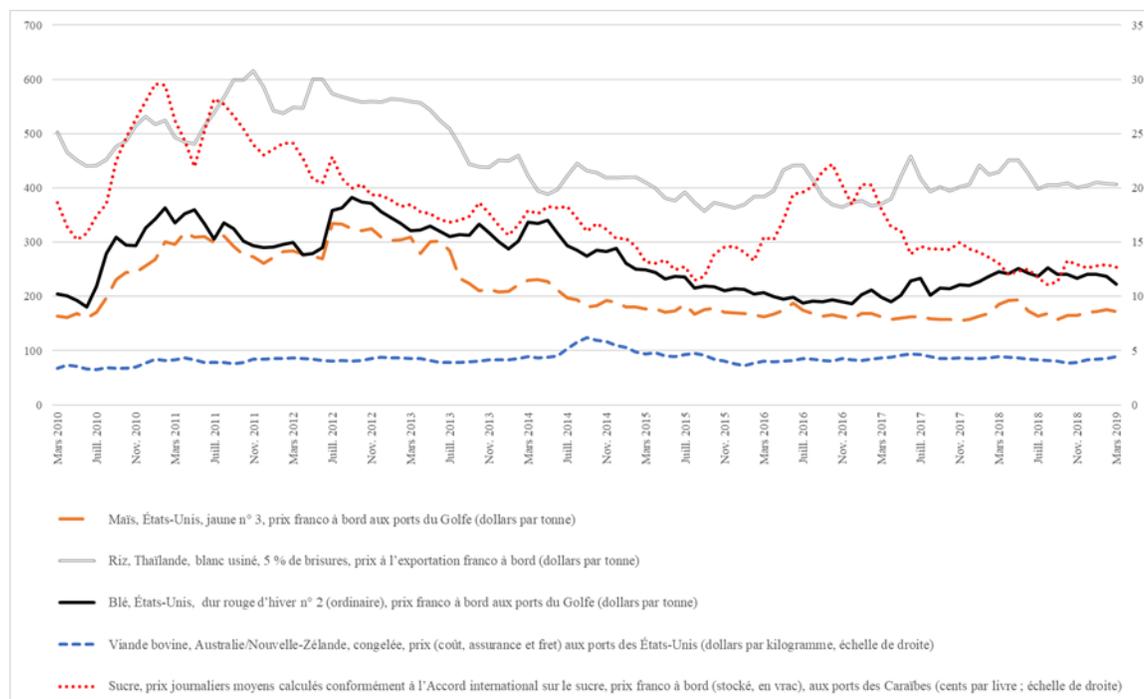
⁴ Voir www.foodsecurityportal.org/global-wheat-and-maize-prices-continue-rise.

⁵ Voir www.fao.org/3/ca4357fr/ca4357fr.pdf.

⁶ Voir www.eiu.com/industry/commodities/article/1007251084/sugar/2018-11-01.

se replier à 3,86 dollars par kilogramme en octobre 2018, déclin qui s'explique en grande partie par l'accroissement de la production australienne. En novembre, la tendance à la baisse s'est inversée et les prix ont augmenté de 2 % à la fin de l'année, à 4,18 dollars par kilogramme. Les prix du bœuf congelé ont poursuivi leur mouvement à la hausse au premier trimestre de 2019, en grande partie grâce à la reprise de la demande sur le marché chinois (voir fig. IV)⁷.

Figure IV
Prix nominaux de certains produits alimentaires et agricoles, entre janvier 2010 et mars 2019



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADstat.

11. De janvier à avril 2018, l'indice des prix des graines oléagineuses et des huiles végétales de la CNUCED a augmenté de près de 6 % par rapport à décembre 2017 pour s'établir à 112,6 points, avant de retomber à 91,69 points en novembre 2018. Les fluctuations de l'indice en 2018 s'expliquent en grande partie par la forte volatilité des prix du soja (voir par. 12 ci-dessous). En décembre 2018, la valeur de l'indice était de 92,77 points en moyenne, soit une chute de 10,8 % depuis janvier 2018. Au cours des deux premiers mois de 2019, la hausse des prix du soja a porté l'indice à 95,01 points, mais il a chuté en mars à mesure que les prix du soja ont baissé (voir fig. V).

12. Les prix du soja ont augmenté entre janvier et avril 2018 pour atteindre 439,07 dollars la tonne en avril et 380,53 dollars la tonne en décembre 2018. Cela s'explique en partie par l'incidence de la chaleur et de la sécheresse sur les récoltes en Argentine, ainsi que par les préoccupations concernant le commerce entre la Chine et les États-Unis. La forte demande et les récoltes tardives résultant du temps pluvieux aux États-Unis ont également joué un rôle. Au premier trimestre 2019, les prix ont traversé

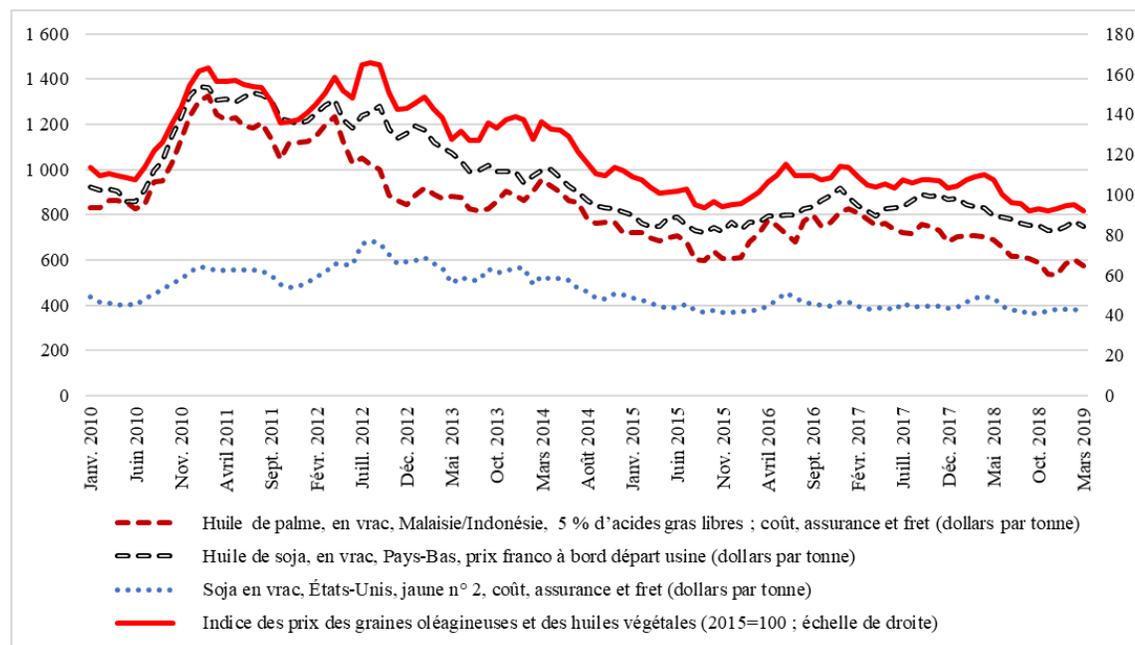
⁷ Voir www.beefcentral.com/trade/march-beef-exports-sharply-higher-in-response-to-big-rates-of-kill/.

une période d'instabilité, augmentant de 4,7 % en janvier 2019 par rapport au mois précédent, puis reculant au cours des mois suivants pour atteindre 369,94 dollars en mars. Cette volatilité résulte de l'augmentation de la production et du niveau élevé des stocks, conjugués à un intérêt d'achat limité à l'étranger. Pour ce qui est de l'huile de soja, les prix ont baissé de 16,4 % entre janvier et décembre 2018, soit une baisse de 5 % par rapport à la même période en 2017, qui s'explique en grande partie par l'importance des stocks. Ils ont poursuivi leur tendance à la baisse au premier trimestre de 2019 pour s'établir à 369,94 dollars, la demande mondiale ayant fléchi en raison de l'abondance de l'offre. Les prix du soja et de l'huile de soja devraient se redresser à moyen terme, étant donné la croissance attendue de la demande mondiale et la contraction de l'offre qui devrait résulter de la production relativement faible qui est prévue aux États-Unis, dans un contexte où les inquiétudes concernant le commerce avec la Chine se font de plus en plus vives (voir fig. V).

13. Les prix de l'huile de palme se sont brièvement redressés au cours des deux premiers mois de 2018 sous l'effet d'une baisse saisonnière de la production, avant de reculer à 535,02 dollars la tonne en décembre sous l'effet de l'abondance de l'offre, de stocks élevés dans les principales régions productrices (Indonésie et Malaisie), de la baisse des prix du pétrole et de la diminution de la demande. Au premier trimestre 2019, les prix ont augmenté de 12,7 % au cours des deux premiers mois pour atteindre 602,97 dollars en février, en raison de la hausse de la demande, du ralentissement de la croissance de la production mondiale et de l'augmentation des prélèvements sur les stocks à mesure de l'augmentation de la consommation de biodiesel⁸. Les prix ont chuté en mars du fait d'une production plus élevée que prévu et d'une augmentation des stocks en Malaisie⁹. Selon les données du service de recherche du magazine *The Economist*, la croissance de la production devrait ralentir en 2019/20, ce qui, du fait de la forte demande, devrait exercer une pression à la hausse sur les prix (voir fig. V)⁹.

Figure V

Évolution des prix de certains produits de base sur le marché des graines oléagineuses et des huiles végétales, de janvier 2010 à mars 2019



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADstat.

⁸ Voir <https://af.reuters.com/article/commoditiesNews/idAFL3N2060P8>.

⁹ Voir www.eiu.com/industry/commodities/article/1417766325/palm-oil/2019-04-01.

14. De janvier à mai 2018, l'indice des prix des produits tropicaux destinés à la préparation de boissons de la CNUCED a augmenté de 4,5 % à 91,03 points. Cette augmentation s'explique en grande partie par la hausse des prix du cacao et du thé, qui a contrebalancé la diminution du prix du café, auquel on applique un coefficient de pondération élevé dans le calcul de l'indice. En juin, l'indice a commencé à baisser pour s'établir à 77,77 points en septembre, du fait du recul des prix du cacao, du café et du thé. Au cours des mois suivants, jusqu'en décembre 2018, l'indice a oscillé suivant les fluctuations des prix du café et du thé. Il se situait à 79,06 points en décembre. De janvier à décembre 2018, l'indice a baissé de 11,8 %. Au premier trimestre 2019, l'indice a baissé pour s'établir à 77,6 points en mars, soit 5 % de moins que pour la période correspondante de 2018 (voir fig. VI).

15. Depuis la mi-2016, le prix des fèves de cacao tend à diminuer sous l'effet de l'accroissement de la production en Côte d'Ivoire et au Ghana, les deux principaux producteurs mondiaux, et de l'atonie de la demande mondiale. Au premier semestre de 2018, il a enregistré une forte hausse de 36 %, passant de 88,5 cents la livre en janvier à 120,65 cents la livre en mai, parce que la production a reculé dans les deux pays. Parmi les autres facteurs qui ont contribué à cette hausse, on peut citer la forte vague de chaleur saisonnière qui a nui à la qualité des fèves, obligeant les producteurs à acheter plus de cacao pour obtenir les quantités de beurre souhaitées. Les prix ont également été influencés par la destruction de plantes malades, la réduction des stocks mondiaux et la progression de la demande. Il a commencé à baisser en juin pour s'établir à 100,17 cents la livre en décembre 2018, principalement en raison de l'amélioration des conditions météorologiques et de l'augmentation des quantités livrées aux ports des zones productrices d'Afrique de l'Ouest. De janvier à décembre 2018, le prix du cacao a augmenté de 13,1 %, de sorte que la tendance à la baisse enregistrée pendant la période correspondante de l'année précédente s'est inversée. En janvier 2019, les prix ont rebondi brièvement à 102 cents la livre ; ils sont restés stables en février avant de retomber à 99,81 cents la livre en mars. La hausse des prix s'explique en partie par l'augmentation de la demande, mais l'abondance de l'offre de fèves de cacao en provenance de Côte d'Ivoire et du Ghana a exercé une pression à la baisse sur les prix. L'Organisation internationale du cacao prévoit que l'offre en provenance de Côte d'Ivoire se maintienne à un niveau record ; en revanche, les approvisionnements en provenance du Ghana devraient diminuer en raison des maladies et des conditions météorologiques défavorables prévalant dans les principales régions productrices (voir fig. VI)¹⁰.

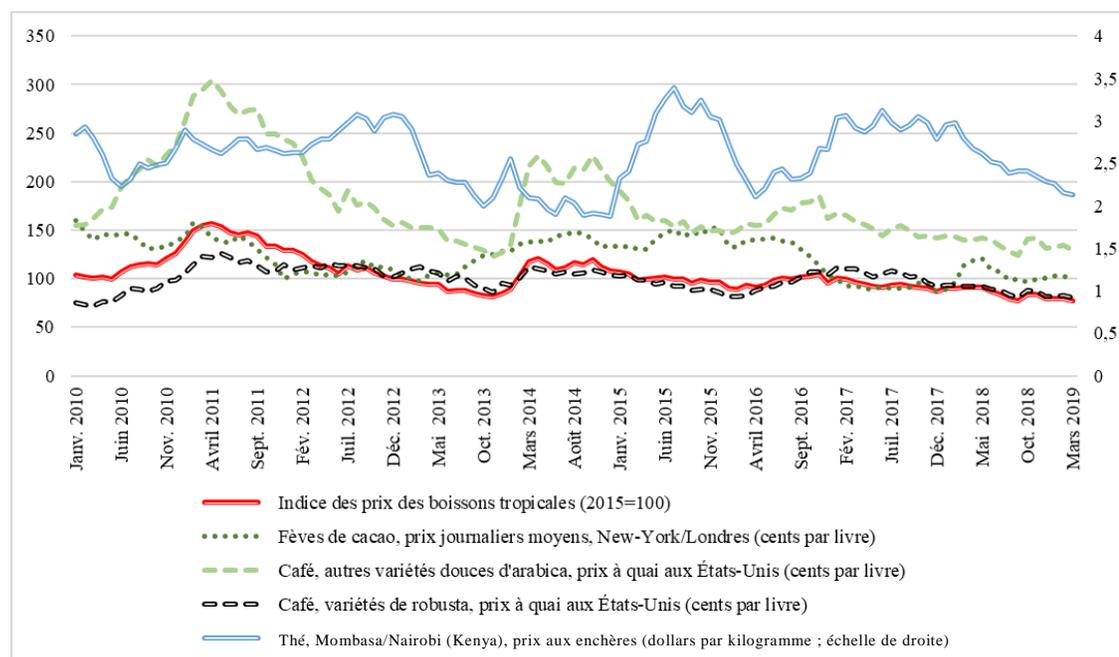
16. Pendant les deux premiers mois de 2018, le prix du thé a recommencé à augmenter brièvement, en partie en raison de la baisse de la production dans les principaux pays producteurs, l'Inde et Sri Lanka, mais il a ensuite reculé à 2,29 dollars le kilogramme en décembre 2018, la production mondiale ayant augmenté à la faveur des bonnes conditions météorologiques. Au premier trimestre de 2019, l'offre excédentaire sur le marché a continué d'exercer une pression à la baisse sur les prix, qui s'établissaient à 2,13 dollars le kilogramme en mars 2019, soit la plus faible moyenne mensuelle depuis avril 2016. Selon les prévisions, la croissance de la production mondiale devrait ralentir légèrement en 2019-2020 tandis que la consommation continuera d'augmenter, ce qui réduira l'excédent sur le marché. Les prix devraient continuer à baisser en 2019 avant de remonter légèrement en 2020 (voir fig. VI).

17. En ce qui concerne le prix du café, la moyenne mensuelle de l'indicateur synthétique s'est légèrement redressée (+1,4 %) en janvier 2018 par rapport au mois précédent, pour atteindre 115,60 cents la livre. Cette embellie a toutefois été de courte

¹⁰ Voir Organisation internationale du cacao, « Cocoa market review » (novembre 2018). Disponible à l'adresse : www.icco.org/statistics/monthly-review-of-the-market.html.

durée. La tendance a été à la baisse pendant les mois suivants, l'indicateur synthétique s'établissant à 98,17 cents la livre fin septembre. Dans plusieurs pays producteurs, les récoltes de tous les types de café pris en compte dans l'indicateur (robusta, café doux colombien, autres cafés doux et café naturel brésilien) ont augmenté, ce qui a contribué à faire baisser les prix. En octobre 2018, les prix ont augmenté de 13,3 %, notamment en raison de l'appréciation du réal brésilien et de l'amélioration de la demande¹¹, mais cette hausse a été suivie par cinq mois consécutifs de baisse, les prix s'établissant à 97,5 cents la livre en mars 2019, principalement du fait de l'offre excédentaire. Le service de recherche du magazine The Economist prévoit une légère remontée des prix du café, sous l'effet d'une baisse de la production et de la croissance continue de la consommation (voir fig. IV)¹².

Figure VI
Évolution des prix de certains produits tropicaux destinés à la préparation de boissons, de janvier 2010 à mars 2019



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADstat.

18. L'indice des prix des matières premières agricoles de la CNUCED a affiché une tendance à la baisse en 2018, sous l'effet de la chute des prix du caoutchouc et du contreplaqué. Il a légèrement augmenté en août 2018 pour atteindre 102,95 points, mais il est retombé à 99,96 points le mois suivant. De janvier à décembre 2018, il a baissé de 5,2 %, mais il a représenté près de 6 % de plus que pendant la période correspondante en 2017 (voir fig. VII).

19. En janvier 2018, l'indice A des prix du coton, qui sert de référence pour les cours mondiaux du coton, est remonté à 2,01 dollars par kilogramme, sous l'effet de la baisse des stocks et des rendements. Toutefois, il a chuté de 3 % pour s'établir à 1,95 dollar le kilogramme en février 2018 et au cours des mois suivants, il a oscillé à l'intérieur d'un intervalle étroit de 25 cents le kilogramme avant de s'établir à 1,85 dollar le kilogramme en mars 2019, en raison de facteurs liés à l'évolution de la

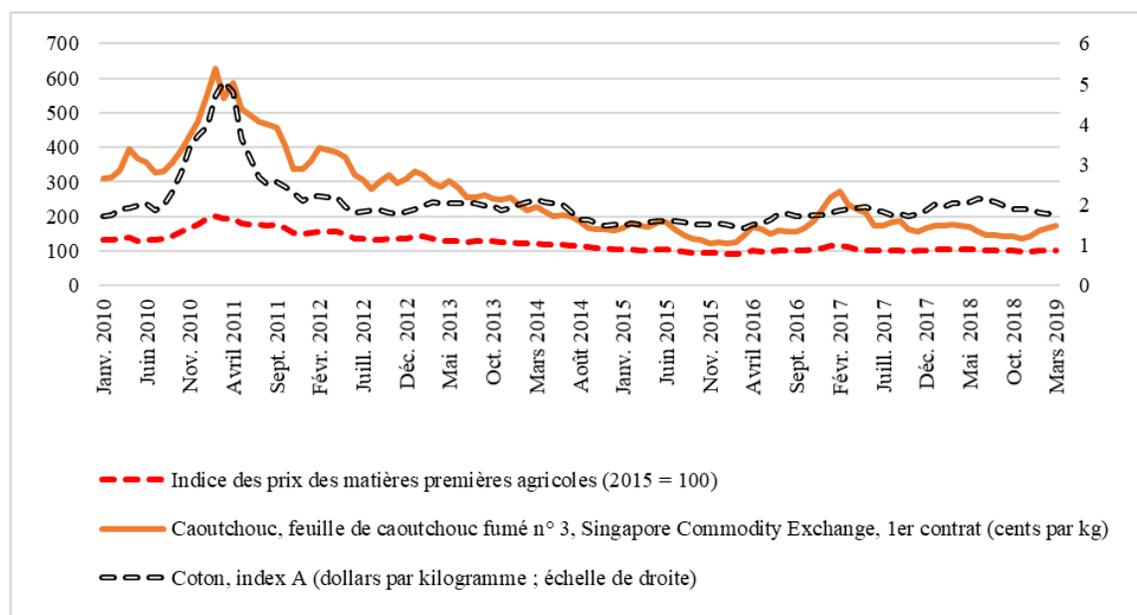
¹¹ Voir <https://insights.abnamro.nl/en/2018/12/price-of-coffee-follows-brazilian-real/>.

¹² Voir www.eiu.com/industry/commodities/article/1917240775/coffee/2018-11-01.

demande et de l'offre, comme la baisse de la consommation en Chine découlant des tensions commerciales avec les États-Unis, la baisse des stocks, les conditions météorologiques défavorables dans les régions de production et la spéculation. Les prix devraient rester relativement stables en 2019, la demande s'améliorant grâce à la croissance des stocks (voir fig. VII).

20. Une brève période d'augmentation a porté le prix du caoutchouc naturel à 175,79 dollars la tonne, à la faveur d'un accord conclu par les principaux producteurs en décembre 2017 pour réduire leurs exportations de 350 000 tonnes au premier trimestre de 2018. Après l'expiration de l'accord, la tendance à la hausse s'est inversée à mesure que la crainte d'un accroissement de l'offre a refait surface, tandis que la demande fléchissait du fait des inquiétudes de plus en plus vives concernant le commerce entre la Chine et les États-Unis. En décembre 2018, le prix était de 143,65 dollars la tonne, soit 16,6 % de moins qu'au début de l'année. Les prix ont augmenté de 8,2 % au premier trimestre de 2019 pour atteindre 172,25 dollars en mars, ce qui s'explique en partie par la demande croissante de caoutchouc naturel hors saison et par les restrictions à l'exportation convenues par les principaux producteurs (Indonésie, Malaisie et Thaïlande), connues sous le nom officiel de régime de tonnage à l'exportation convenu¹³. Les prix devraient augmenter en 2019 à mesure que la demande intérieure reprendra dans ces pays (voir fig. VII).

Figure VII
Évolution des prix de certaines matières premières agricoles, de janvier 2010 à mars 2019



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADstat.

Minéraux, minerais et métaux

21. L'indice des prix des minéraux, des minerais et des métaux non précieux de la CNUCED (voir fig. VIII) a culminé à 139,15 points en janvier 2018, principalement du fait de la hausse des prix de l'aluminium, du cuivre, du nickel et du zinc. Toutefois, il a reculé de 9,8 %, à 125,58 points en décembre 2018, sous l'effet de la chute des

¹³ Voir <https://globalrubbermarkets.com/155513/natural-rubber-prices-continue-to-rise.html>.

prix des métaux du groupe. Au premier trimestre de 2019, la tendance à la baisse s'est inversée, l'indice atteignant une moyenne de 136,34 points en mars.

22. Les prix du minerai de fer ont suivi une tendance à la hausse à partir de la fin de 2017, pour atteindre 77,46 dollars la tonne sèche en février 2018. Cette évolution s'explique largement par l'augmentation de la demande de minerai de fer en Chine. Lorsque les mesures restreignant la production pour des raisons de protection de l'environnement ont été levées en Chine en mars 2018, l'indice a diminué de près de 17 % pour s'établir à 64,56 dollars la tonne sèche en juillet 2018. En décembre, il atteignait 69,41 dollars la tonne sèche. De janvier à décembre 2018, le prix du minerai de fer a chuté de 9,4 %, une baisse inférieure au recul de 10,1 % enregistré au cours de la période correspondante en 2017. Au premier trimestre de 2019, les prix du minerai de fer ont poursuivi leur tendance à la hausse pour atteindre 136,34 dollars, notamment du fait de la réduction de la production de Vale, le plus grand fournisseur mondial, à la suite d'une rupture de barrage, ainsi que de la forte demande d'acier (voir fig. VIII)¹⁴.

23. En 2018, le prix du cuivre est passé de 7 065,85 dollars la tonne en janvier à 6 050,76 dollars la tonne en septembre, malgré le risque que l'offre soit perturbée par les conflits de travail dans la plus grande mine de cuivre du monde, Escondida, au Chili. Cette tendance à la baisse s'explique en grande partie par le fléchissement de la demande en Chine, résultat des préoccupations de plus en plus vives concernant le commerce entre ce pays et les États-Unis, et de l'augmentation des stocks dans les entrepôts de la Bourse des métaux de Londres et du Shanghai Futures Exchange. Les prix ont légèrement augmenté en octobre 2018, puis ont subi une pression à la baisse du fait du recul de la demande, pour s'établir à 5 939,10 dollars la tonne en janvier 2019. La tendance s'est inversée le mois suivant sous l'effet de la baisse des stocks et de la hausse de la demande et les prix ont atteint 6 439,46 dollars la tonne en mars. Selon Standard and Poor's Global Market Intelligence, les prix du cuivre devraient augmenter en 2019, car la demande mondiale devrait être forte et supérieure à l'offre (voir fig. VIII)¹⁵.

24. Le prix de l'aluminium a augmenté de 6 % en janvier 2018 par rapport au mois précédent, atteignant 2 209 dollars la tonne, avant de reculer les deux mois suivants pour s'établir à 2 069 dollars la tonne en mars 2018, les stocks d'aluminium ayant augmenté aux entrepôts de la London Metal Exchange et du Shanghai Futures Exchange. Le prix mondial de l'aluminium a augmenté au deuxième trimestre 2018, atteignant 2 299,67 dollars la tonne en mai, sous l'effet de la réforme des droits de douane aux États-Unis et de l'inscription sur la Liste des nationaux spécifiquement désignés¹⁶ de l'entreprise Rusal¹⁷, l'un des principaux producteurs d'aluminium au monde. Cela tient en grande partie à la prise en compte par les analystes du risque que la production de Rusal soit exclue du commerce mondial. Les prix sont tombés à 1 920,38 dollars la tonne en décembre 2018, en partie à cause d'un fléchissement de la consommation de la Chine et de l'hypothèse émise par des analystes, selon laquelle les perturbations de l'offre s'atténueraient parce que le Département du trésor des États-Unis avait autorisé les acheteurs d'aluminium à conclure de nouveaux contrats avec Rusal après la date limite fixée au 23 octobre pour la fin des échanges avec la

¹⁴ Voir www.ft.com/content/679320ce-7cae-11e9-81d2-f785092ab560.

¹⁵ Voir www.spglobal.com/marketintelligence/en/news-insights/trending/adzuhkau1jojhterm4gcw2.

¹⁶ Voir <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm0338>.

¹⁷ Les personnes et les entreprises considérées comme des nationaux spécifiquement désignés se voient bloquer leurs avoirs et les nationaux des États-Unis ont en règle générale l'interdiction de mener des activités avec eux. Voir www.treasury.gov/resource-center/sanctions/sdn-list/pages/default.aspx.

société russe¹⁸. En janvier 2019, les prix ont de nouveau baissé de 3,5 % par rapport au mois précédent, les marchés anticipant une hausse de l'offre mondiale en raison de la levée des sanctions imposées à Rusal par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du trésor des États-Unis¹⁹. Néanmoins, la tendance à la baisse s'est inversée en février et les prix ont atteint 1 871,21 dollars en mars grâce à la reprise de la demande et à la réduction des stocks. Les prix devraient continuer d'augmenter en 2019, car la croissance de la production dépassera celle de la demande, sauf si les activités de la société russe subissent des perturbations majeures (voir fig. VIII).

25. Le zinc est le métal le plus consommé après le fer, l'aluminium et le cuivre, et son prix sur les marchés est influencé par la conjoncture économique mondiale. Le prix a légèrement fléchi vers la fin de l'année 2017, mais il a rebondi en 2018 puis a continué d'augmenter au cours des mois suivants pour atteindre 3 532,90 dollars la tonne en février 2018, ce qui s'explique par des problèmes persistants touchant l'offre et la réduction soudaine des stocks. Il a subi des pressions à la baisse en mars et s'est replié à 2 616,29 dollars la tonne en décembre 2018, en grande partie à cause d'une offre excédentaire, de la hausse des stocks et de la baisse de la demande induite par les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis. De janvier à décembre 2018, il a chuté de près de 24 %, alors qu'il avait augmenté de 17,8 % pendant la période correspondante de 2017. Au premier trimestre de 2019, le prix du zinc a suivi une tendance à la hausse, en grande partie en raison des fermetures de mines et des baisses de production liées à des questions de prix. Le Groupe d'étude international du plomb et du zinc prévoit une hausse de la consommation et de la production de zinc en 2019, mais le marché devrait rester déficitaire (voir fig. VIII)²⁰.

26. Il a augmenté de 12 % en janvier 2018 par rapport au mois précédent, avant d'atteindre 13 595,88 dollars la tonne en février, à la faveur de la réduction des stocks et du creusement du déficit de l'offre. Par la suite, le prix du nickel a brièvement diminué en mars 2018, mais il a ensuite augmenté de mois en mois par l'effet de l'augmentation de la demande, se chiffrant à 15 105,65 dollars la tonne en juin, avant de diminuer régulièrement et de s'établir à 10 835,08 dollars la tonne en décembre 2018. La baisse des prix s'explique en grande partie par l'escalade des tensions commerciales mondiales, alors même que la demande augmente. De janvier à décembre 2018, le prix du nickel a chuté de près de 15,8 %, alors qu'il avait augmenté de 15,3 % pendant la période correspondante de 2017. Au premier trimestre de 2019, les prix ont augmenté de 13 % pour atteindre 13 026,27 dollars la tonne en mars, en raison de la demande croissante. Ils devraient continuer à augmenter au cours de l'année 2019 en raison de la croissance de la demande et de la baisse des stocks (voir fig. VIII)²¹.

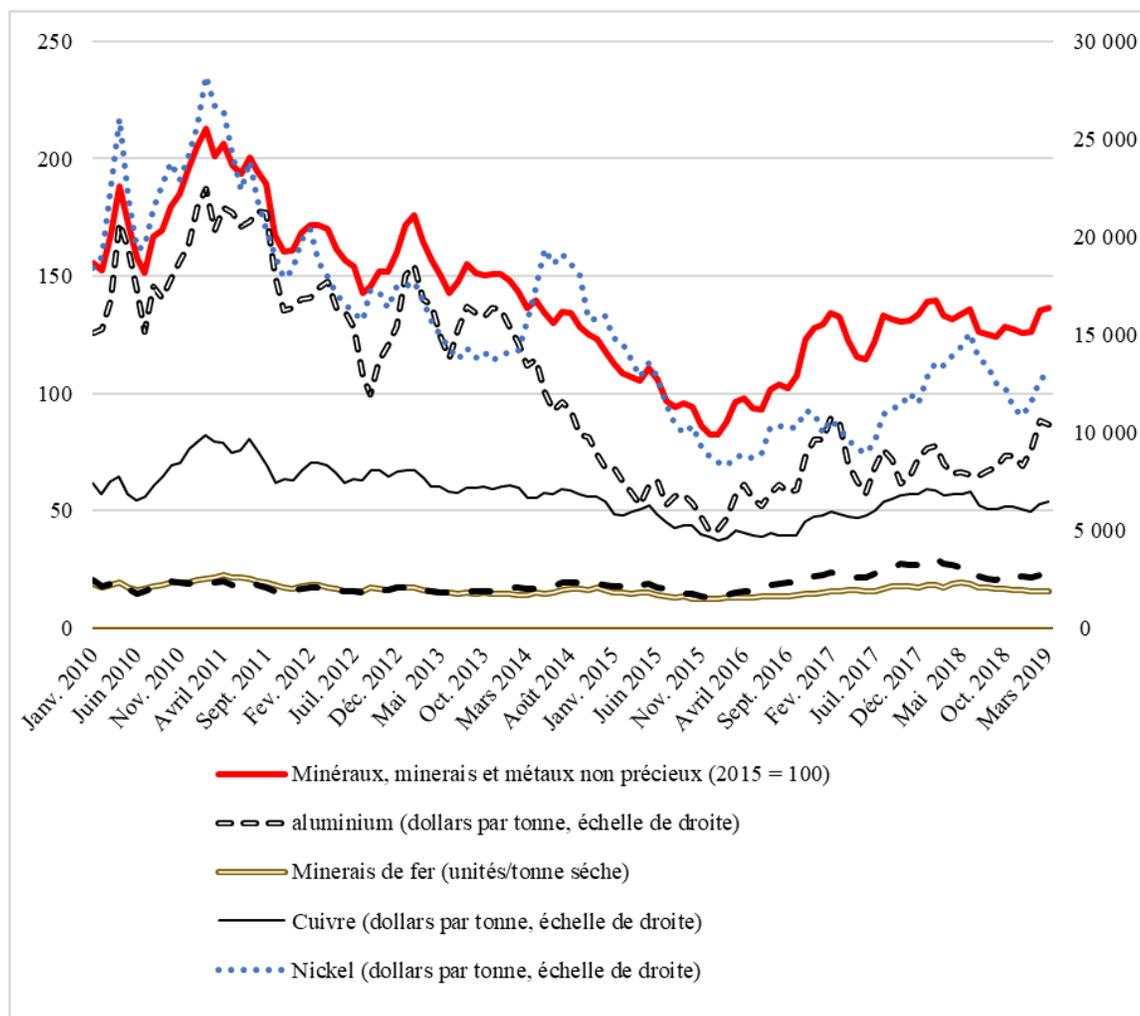
¹⁸ Voir www.independent.ie/business/world/ughinish-owner-rusal-up-as-us-eases-sanctions-pressure37325298.html.

¹⁹ Voir <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm576>.

²⁰ Voir www.mineralinfo.fr/sites/default/files/upload/ilzsg_may_2019_press.pdf.

²¹ Voir http://insg.org/wp-content/uploads/2019/05/pressrel_INSG-Press-Release-May2019.pdf.

Figure VIII
Évolution des prix de certains minerais et métaux non précieux, de janvier 2010 à mars 2019

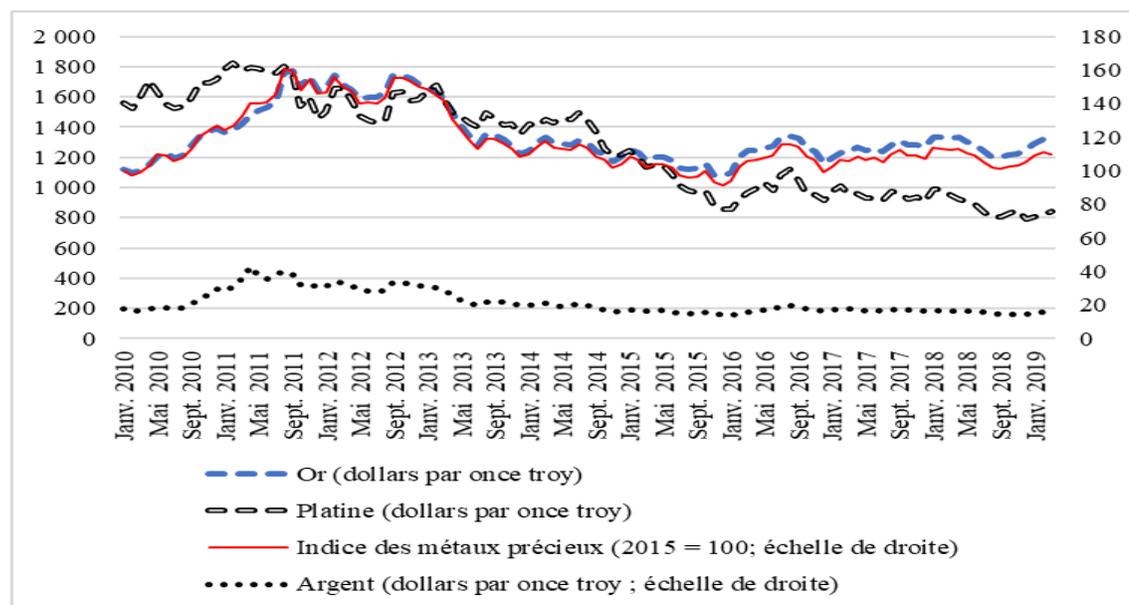


Source : Banque mondiale, base de données Global Economic Monitor Commodities (consulté le 31 octobre 2018).

27. L'indice des prix des métaux précieux de la CNUCED a fluctué au cours des quatre premiers mois de 2018 sous l'effet de la volatilité des cours de l'or, puis il a reculé, passant de 113,2 points en avril à 101,18 points en septembre. Cette tendance à la baisse s'est inversée en octobre 2018 et l'indice a progressé pour atteindre 109,61 points en mars 2019.

28. Affichant une tendance à la hausse caractérisée par une forte instabilité, le prix de l'or est passé de 1 192,10 dollars l'once troy en janvier 2017 à 1 314,07 dollars l'once troy en septembre 2017. La hausse du cours de l'or a été alimentée par la faiblesse du dollar des États-Unis et l'aggravation des risques de conflit dans la péninsule coréenne, qui ont conduit les investisseurs à préférer des actifs plus sûrs. Au dernier trimestre de 2017, le prix de l'or a été fluctuant, baissant de 2,6 % pour s'établir à 1 314,07 dollars l'once troy en octobre, avant d'augmenter légèrement en novembre puis de baisser à nouveau pour s'établir à 1 264,45 dollars en décembre. Cette instabilité s'explique en partie par la spéculation et la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis (voir fig. IX).

Figure IX
Évolution des prix de certains métaux précieux entre janvier 2010 et mars 2019



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données d'UNCTADstat et de la base de données « Global Economic Monitor Commodities » de la Banque mondiale (consultée le 31 octobre 2018).

29. En 2018, le prix de l'or a continué d'afficher de fortes variations. De décembre 2017 à janvier 2018, il a augmenté de 5,3 % pour s'établir à 1 331,30 dollars l'once troy, en conséquence des craintes concernant l'inflation, mais il a de nouveau reculé les deux mois suivants, en grande partie en raison de la baisse de la demande de lingots d'or et de fonds indiciels adossés à l'or²². En avril 2018, le prix de l'or a brièvement augmenté pour passer à 1 334,76 dollars l'once troy, avant de tomber à 1 198,39 dollars en septembre. En octobre 2018, la tendance à la baisse s'est inversée et les prix ont augmenté six mois d'affilée pour atteindre 1 300,90 dollars l'once troy en mars 2019 sous l'effet de divers facteurs, notamment la crainte d'un ralentissement de la croissance mondiale, la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis²³, les tensions commerciales mondiales entre la Chine et les États-Unis et l'attrait des valeurs refuge. Ils devraient continuer à peser sur le cours de l'or en 2019.

30. De nombreux indicateurs mondiaux influent sur le prix de l'argent, qui n'est pas uniquement considéré comme un métal précieux, puisqu'il se prête à divers usages industriels, étant notamment utilisé dans les batteries, les cellules photovoltaïques, les contacts électriques et les alliages. En outre, il est moins cher que l'or, ce qui permet aux investisseurs de prendre des positions destinées à réaliser des gains rapides ou à quitter le marché sans que les sommes en jeu ne soient importantes. En janvier 2018, le cours de l'argent a augmenté de 5,9 % par rapport au mois précédent, pour atteindre 17,13 dollars l'once troy, notamment sous l'effet de la spéculation financière (rachat de titres vendus à découvert) mais il a ensuite suivi une trajectoire marquée par l'instabilité, s'établissant à 14,77 dollars l'once troy en décembre 2018 sous l'effet de l'appréciation du dollar américain, de la hausse des taux d'intérêts et de l'affaiblissement de la demande industrielle, qui trouve son origine dans le risque de tensions commerciales (voir fig. IX). De janvier à décembre 2018, il a baissé de près de 13,8 %. En janvier 2019, les prix ont augmenté de 5,7 % par rapport au mois

²² Voir www.gold.org/research/gold-demand-trends.

²³ Voir www.eiu.com/industry/commodities/article/897744273/gold/2019-04-01.

précèdent pour atteindre 15,62 dollars l'once troy, en partie sous l'effet de la réduction des stocks et de la spéculation ; ils sont restés relativement stables au cours des deux mois suivants pour se fixer à 15,30 dollars en mars. Les prix de l'argent devraient se raffermir en 2019, à mesure que la production minière diminuera et que la demande de l'industrie et de la joaillerie s'intensifiera²⁴.

31. Le platine est le métal le mieux connu du groupe du platine, étant utilisé dans le cadre de la bijouterie, de la fabrication de convertisseurs catalytiques et d'autres applications industrielles. En janvier 2018, les prix du platine a grimpé à 990,12 dollars l'once troy à la faveur des positions prises par les investisseurs, mais ils ont ensuite diminué régulièrement pour tomber à 791,16 dollars l'once troy en décembre 2018. Cette baisse est attribuable à divers facteurs tels que la hausse du dollar, la crainte que les relations commerciales entre la Chine et les États-Unis pèsent sur la croissance économique et la demande mondiale, la surabondance de l'offre et les paris spéculatifs tablant sur une baisse des prix. Au premier trimestre de 2019, les prix ont rebondi de 4,5 % du fait de la hausse de la demande dans le secteur de l'automobile, due notamment à l'utilisation accrue de catalyseurs au platine et à la spéculation. La demande dans le secteur automobile devrait augmenter fortement, la Chine et l'Inde appliquant une législation plus rigoureuse en matière d'émissions alors que l'offre ne progressera que de manière marginale²⁵. Le rétrécissement du marché devrait donc exercer une pression à la hausse sur les prix en 2019 (voir fig. IX).

32. Le cobalt²⁶ est un composant clef des batteries lithium-ion couramment utilisées dans les voitures électriques. Après plusieurs années de relative stabilité, le prix de ce métal a bondi de 129 % en 2017 pour clôturer l'année à 75 500 dollars la tonne²⁷. Cette augmentation a résulté de plusieurs facteurs, notamment la demande de batteries lithium-ion, les problèmes de production découlant de l'instabilité politique et des conflits dans l'un des principaux pays producteurs, des problèmes de gouvernance et la politique de certains grands États tendant à mettre fin progressivement à l'utilisation de combustibles fossiles. Au premier trimestre de 2018, les prix ont de nouveau augmenté de 24 % pour s'établir à 93 250 dollars la tonne, mais cette trajectoire ascendante s'est inversée en avril et les prix sont tombés à environ 55 000 dollars en décembre, notamment en raison de l'offre excédentaire due à la hausse de la production de la République démocratique du Congo et à la baisse de la demande. Au premier trimestre de 2019, l'offre excédentaire a continué d'exercer une pression à la baisse sur les prix du cobalt, tombés à moins de 30 000 dollars la tonne. Les prix devraient augmenter au second semestre de 2019 à mesure que le volume des ventes de voitures électriques augmentera dans le monde entier²⁸.

Combustibles

33. L'indice des prix des combustibles de la CNUCED est passé de 106,54 points en janvier 2017 à 91,69 points en juin 2017, sous l'effet de la baisse des cours du pétrole brut, du gaz naturel et du charbon. Au second semestre de la même année, il a augmenté de 27,5 % pour s'établir à une moyenne de 118,99 points en décembre 2017, puis de 8,6 % en janvier 2018, croissant ainsi pour un septième mois consécutif (voir fig. X). Cette période d'augmentation a résulté en grande partie de la hausse des prix du pétrole brut et du charbon, la demande ayant été stimulée par la croissance de l'économie mondiale. En février, l'indice s'est élevé à 120,61 points en moyenne, soit

²⁴ Voir www.silverinstitute.org/silver-market-trends-2019/.

²⁵ Voir www.bloomberg.com/press-releases/2019-05-13/rising-auto-demand-and-surge-in-investment-to-push-platinum-market-into-deficit-says-johnson-matthey-s-latest-pgm-market-jymbfr1f.

²⁶ Le cobalt n'est pas pris en compte dans l'indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED ni, par conséquent, dans la figure IX.

²⁷ Voir www.mining.com/cobalt-price-bulls-worst-fears-may-just-confirmed/.

²⁸ Voir www.mining.com/cobalt-uranium-silver-prices-expected-rally-2019/.

une baisse de 7,5 % attribuable à la pression exercée sur les prix du pétrole par l'accroissement inattendu des stocks et le ralentissement de l'activité économique des principaux pays consommateurs, notamment la Chine, l'Inde et le Japon. Cette diminution soudaine a cependant été de courte durée, l'indice ayant augmenté de 23,4 % et atteint 148,92 points en octobre, ce qui s'explique par la reprise marquée des prix du pétrole due à la hausse de la demande et à la réduction de la production des principaux producteurs. Au cours des deux mois suivants, l'indice a chuté de 22,6 % pour s'établir à une moyenne de 115,29 points en décembre sous l'effet de la chute des prix du pétrole brut et du charbon, mais la hausse des prix du pétrole brut a coupé court à cette tendance baissière et l'indice a atteint 122,98 points en mars 2019.

Pétrole brut

34. La tendance à la hausse des prix du pétrole brut observée en 2017 s'est poursuivie en 2018. En mai, le prix du Brent a atteint 76,65 dollars le baril, ce qui s'explique en grande partie par les tensions géopolitiques et la crainte d'une perturbation de l'offre du Moyen-Orient. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole a cependant conclu un accord avec des partenaires non membres²⁹ à sa réunion semestrielle de juin 2018 pour assouplir les restrictions de la production de pétrole brut six mois avant l'expiration de l'accord existant, ce qui a permis de mieux répondre à l'accroissement de la demande mondiale et de contenir les prix, qui ont ainsi subi une pression à la baisse de juin à août 2018. Les tensions commerciales et leurs effets sur la croissance de l'économie mondiale semblent avoir contribué à cette évolution des cours. Le prix a augmenté au cours des deux mois suivants pour atteindre 80,47 dollars le baril en octobre, les inquiétudes concernant l'approvisionnement des marchés mondiaux ayant été aggravées par les tensions géopolitiques entre la République islamique d'Iran et les États-Unis, ainsi que par la chute de la production de la République bolivarienne du Venezuela, mais il a reculé à 56,46 dollars le baril en décembre, du fait de l'accroissement de la production aux États-Unis et du ralentissement de la demande. De janvier à décembre 2018, le prix du Brent a chuté d'environ 18 %, tandis qu'il avait progressé de 17 % au cours de la période correspondante de l'année précédente. La pression à la baisse s'est relâchée au premier trimestre de 2019 et les prix ont augmenté de 12,0 % entre janvier et mars pour atteindre 66,41 dollars le baril en mars, en partie sous l'effet des réductions de production convenues par l'OPEP et des partenaires non membres en décembre 2018. Le prix du pétrole brut devrait s'établir en moyenne à 65 dollars le baril en 2019, les perspectives de croissance mondiale étant plus faibles que prévu et la production des États-Unis s'avérant supérieure aux prévisions³⁰.

Charbon

35. Le prix du charbon thermique australien, en hausse pendant le dernier trimestre de 2017, a cessé d'augmenter en janvier 2018 lorsqu'il a atteint 106,45 dollars la tonne avant de traverser une période d'instabilité et d'atteindre 119,57 dollars la tonne en juillet 2018. Parmi les principaux facteurs de cette volatilité, on peut citer la détente du marché, qui a fait baisser les prix, une forte demande de la part des services de distribution asiatiques, notamment chinois, pour répondre aux besoins de climatisation industrielle et résidentielle dus à une vague de chaleur survenue pendant l'été et la reconstitution des stocks. La pression à la hausse sur les prix s'expliquait également par la réduction de l'offre résultant de fermetures de mines et les obstacles importants

²⁹ Les partenaires non membres désignent les pays non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) qui coopèrent avec l'OPEP pour effectuer des réductions de production.

³⁰ Voir www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2019/04/23/oil-prices-to-be-lower-in-2019-on-slower-than-expected-global-growth-rising-non-opec-supply.

à surmonter pour en ouvrir de nouvelles dans un contexte où la pollution et le réchauffement de la planète sont sources d'inquiétudes. Au second semestre de 2018, le prix du charbon thermique australien a baissé pour s'établir à 101,37 dollars la tonne en décembre, principalement en raison d'un ralentissement important des importations chinoises. De janvier à décembre 2018, le prix du charbon a diminué de 4,8 %, alors que l'année précédente à la même période, il était à la hausse et avait augmenté de 20 %. Au premier trimestre de 2019, le prix a encore baissé de 5,5 %, ce qui s'explique par une faible demande due à la baisse du prix du gaz et à la plus grande disponibilité du gaz naturel. D'après les données du service de recherche du magazine *The Economist*, les prix devraient subir une pression à la baisse en 2019 du fait d'un accroissement de la production, qui devrait contrebalancer une légère hausse de la demande³¹.

Gaz naturel

36. Le gaz naturel a plusieurs utilisations finales principales, notamment la production d'électricité, le chauffage domestique et industriel, l'utilisation en tant que matière première à des fins industrielles, et les transports. Il est principalement vendu sur trois marchés régionaux situés aux États-Unis, en Asie et en Europe. Le marché du centre Henry Hub (États-Unis) et le marché européen facilitent surtout le commerce du gaz naturel transporté par gazoduc, tandis que le transport maritime de gaz naturel liquéfié domine le marché asiatique. Les trois régions ont recours à différents types de contrats et les prix sont influencés par divers facteurs, comme la demande des utilisateurs finals, l'offre, le degré de libéralisation du marché, les conditions météorologiques et le stockage.

37. Le prix mensuel moyen du gaz naturel au centre Henry Hub aux États-Unis est passé de 3,26 dollars par million d'unités thermiques britanniques (BTU) en janvier 2017 à 2,76 dollars en décembre 2017, soit une baisse de 18 % qui s'explique principalement par une production record et des conditions météorologiques clémentes. Cependant, en janvier 2018, les températures très basses enregistrées dans une grande partie des États-Unis ont entraîné une augmentation des exportations de gaz naturel liquéfié et une forte diminution des stocks de gaz a fait grimper les prix à 3,54 dollars le million de BTU. Cette situation a néanmoins été de courte durée. Le prix mensuel moyen a chuté à 2,67 dollars le million de BTU en février en raison d'une augmentation de la production avant de repartir à la hausse en mars pour s'établir à 4,07 dollars le million de BTU en décembre 2018, ce qui s'explique par une hausse de la demande et la faiblesse des stocks. En janvier 2019, la tendance s'est inversée et les prix ont chuté pendant les mois qui ont suivi pour s'établir en mars à 2,94 dollars le million de BTU, phénomène imputable en grande partie aux températures supérieures à la normale qui ont entraîné une baisse de la demande de chauffage et une augmentation des stocks. Selon l'Energy Information Administration des États-Unis, la production de gaz naturel devrait augmenter sensiblement et exercer une pression à la baisse sur les prix en 2019³².

38. Le marché européen du gaz a été marqué par l'instabilité des prix, sans qu'une tendance claire ne se dessine au premier semestre de 2017. En janvier 2018, les prix ont chuté de 6,7 % par rapport au mois précédent, mais ont légèrement augmenté en février, ce qui s'explique en partie par la vague de froid survenue à la fin de l'hiver et l'amenuisement des stocks de gaz. Ils ont ensuite augmenté jusqu'en septembre pour atteindre 9,52 dollars le million de BTU sur les principales plaques tournantes commerciales pour diverses raisons, dont la demande de gaz naturel liquéfié sur le marché asiatique, la vague de chaleur qui a déferlé sur une grande partie de

³¹ Voir www.eiu.com/industry/commodities/article/1577237341/coal/2018-11-01#.

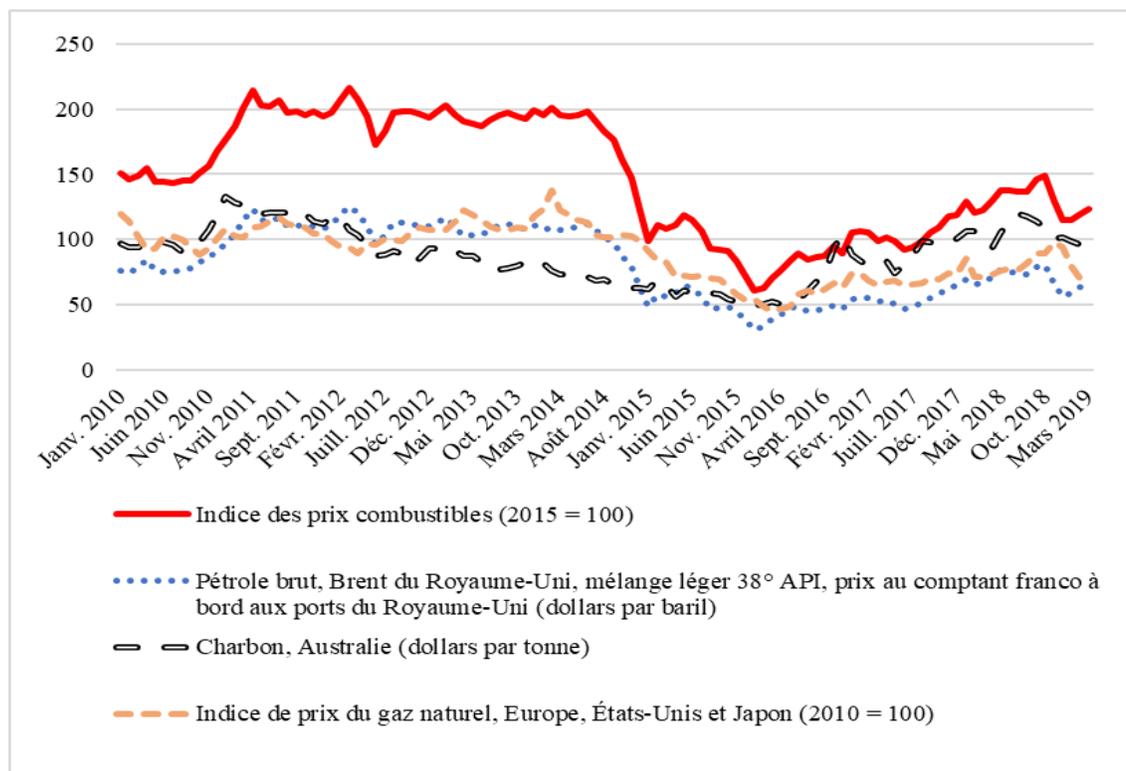
³² Voir www.eia.gov/outlooks/steo/report/natgas.php.

l'hémisphère Nord et l'entretien des gazoducs et des installations. Les prix ont affiché une tendance à la baisse au dernier trimestre de 2018 et ont continué de baisser au premier trimestre de 2019 pour s'établir à 5,18 dollars le million de BTU en mars, ce qui s'explique par une hausse de la production et une faible demande.

39. Sur le marché asiatique du gaz naturel liquéfié, le prix a atteint 9,34 dollars le million de BTU en janvier 2018, soit 8 % de plus que le mois précédent, et a continué d'augmenter jusqu'à la fin de l'année. Cette tendance s'explique en partie par la hausse de la demande pendant la saison hivernale et par l'augmentation des importations de gaz naturel liquéfié en Chine, où l'État s'emploie à réduire la pollution atmosphérique urbaine. En décembre 2018, le prix du gaz naturel liquéfié a augmenté de 28,4 % par rapport au début de l'année. Il s'est brièvement stabilisé en janvier 2019, mais a baissé au cours des mois suivants pour s'établir à 11,29 dollars le million de BTU en mars, le temps clément ayant entraîné une baisse de la demande de chauffage et les nouveaux projets de liquéfaction ayant fait augmenter l'offre³³.

Figure X

Évolution du prix de certains combustibles, de janvier 2010 à mars 2019



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données d'UNCTADstat et de la base de données « Global Economic Monitor Commodities » de la Banque mondiale (consultée le 31 octobre 2018).

Énergies renouvelables

40. Les énergies renouvelables jouent un rôle déterminant dans la transition vers un système énergétique à moindre intensité de carbone, dans lequel les émissions de gaz à effet de serre seront réduites à un niveau durable. En 2018³⁴, les énergies

³³ Voir www.icas.com/explore/press-releases/global-spot-lng-prices-slide/.

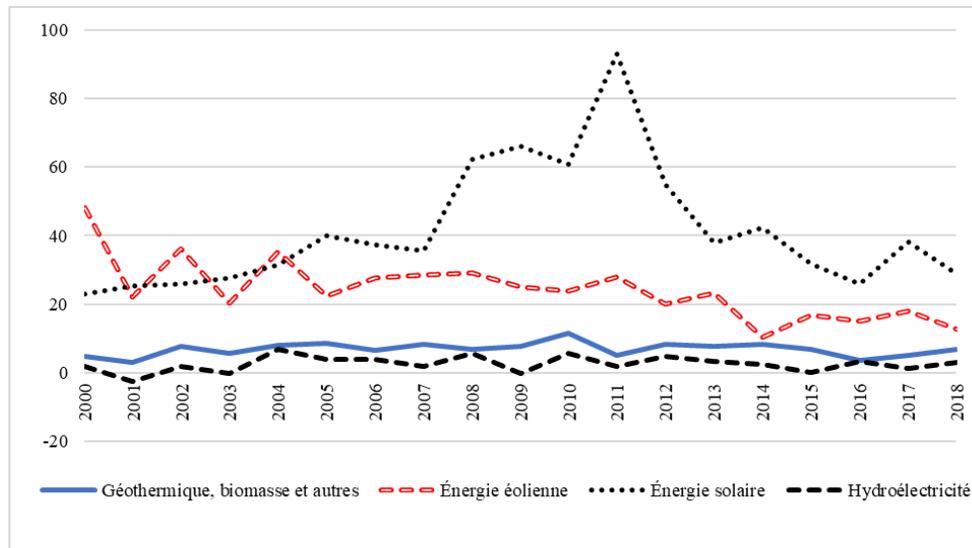
³⁴ Données disponibles uniquement jusqu'en 2018.

renouvelables ont augmenté de plus de 4 % et ont permis de répondre à un quart de la croissance de la demande mondiale d'énergie primaire³⁵. Le principal secteur d'expansion a été la production d'électricité, qui a représenté 45 % de la croissance³⁶. La croissance rapide des énergies renouvelables s'explique en grande partie par la baisse des coûts des énergies solaire photovoltaïque et éolienne, ainsi que par les décisions d'achat et d'investissement du secteur privé. En effet, l'approvisionnement des entreprises en énergies renouvelables a plus que doublé en 2018, et les énergies renouvelables ont gagné du terrain dans le monde entier³⁵. La figure XI illustre la croissance annuelle de la consommation des principales sources renouvelables³⁷.

41. Dans le secteur de l'électricité, les énergies renouvelables devraient croître plus rapidement que d'autres combustibles, tels que le gaz naturel et le charbon, tandis que les pays progressent dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment en réduisant les émissions mondiales de gaz à effet de serre afin que la température moyenne mondiale reste dans les limites fixées dans l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la part des énergies renouvelables devrait augmenter d'un cinquième au cours des cinq prochaines années, pour atteindre 12,4 % en 2023³⁸. Au cours de cette période, les énergies renouvelables devraient permettre de répondre à plus de 70 % de la croissance de la production mondiale d'électricité, en premier lieu grâce à l'énergie solaire photovoltaïque, suivie de l'énergie éolienne, de l'hydroélectricité et de la bioénergie³⁸.

Figure XI
Croissance annuelle de la consommation mondiale d'énergie renouvelable par type de source, de 2000 à 2018

(En pourcentage)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données issues du rapport de BP intitulé « Statistical Review of World Energy 2018 ».

³⁵ Voir www.ren21.net/gsr-2019/pages/summary/summary/.

³⁶ Voir www.iea.org/geco/.

³⁷ Voir www.ren21.net/gsr-2019/pages/foreword/foreword/.

³⁸ Voir www.iea.org/renewables2018/.

III. Politiques à mener : questions soulevées par l'évolution récente des marchés

42. Les tendances du marché, telles qu'analysées dans le présent rapport, ont montré une baisse du prix de la plupart des produits de base, ainsi que de fortes variations de prix dans différents groupes de produits en 2018 et au premier trimestre de 2019. Ces variations de prix ont des incidences macroéconomiques et microéconomiques pour les pays en développement tributaires des produits de base et pour les pays en développement importateurs nets de ces produits, en particulier les importateurs nets de produits alimentaires et de combustibles. Par exemple, une hausse du prix des produits de base peut aider les pays exportateurs à accroître leurs recettes d'exportation et leurs recettes fiscales, ce qui leur permet d'augmenter leurs dépenses publiques courantes et leurs dépenses publiques en capital. En revanche, une baisse réduit les recettes d'exportation et les recettes fiscales, ainsi que la capacité des États à garantir l'accès aux biens et services essentiels. La forte instabilité des prix compromet également les efforts de développement des pays en développement tributaires de ces produits car elle risque de décourager les investissements, de creuser le déficit commercial et d'aggraver la pauvreté des ménages. La présente section, expose brièvement les questions qui se posent aux gouvernements compte tenu de l'évolution récente des marchés des produits de base décrite dans le présent rapport et laisse entendre qu'il importe de prendre des mesures pour renforcer la résilience des pays en développement tributaires des produits de base face aux fortes variations de prix en leur permettant de multiplier leurs sources de revenus et ainsi d'être plus aptes à atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030.

A. Diversification, valeur ajoutée et industrialisation

43. De nombreux pays en développement tributaires des produits de base dépendent largement de la production et de l'exportation d'un petit nombre de produits caractérisés par une faible valeur ajoutée et, dans une mesure encore plus importante, par l'insuffisance des liens en amont et en aval avec d'autres secteurs. Une baisse du prix des produits de base peut donc avoir des effets négatifs sur les recettes d'exportation, les recettes fiscales et la croissance économique, et se traduire par une aggravation de la pauvreté et un ralentissement du développement. De ce point de vue, la diversification de l'économie et des exportations, la création de valeur ajoutée et l'industrialisation peuvent contribuer à renforcer la résilience de ces pays face aux fortes variations de prix en leur permettant de tirer des revenus de diverses sources.

44. Les pays en développement tributaires des produits de base peuvent recourir à deux grandes stratégies de diversification. La première consiste à se diversifier horizontalement en exportant différents types de produits de base et d'autres produits vers différents marchés. Pour être efficace, la diversification doit être axée sur des produits de base ou d'autres produits dont le prix n'est pas exposé aux mêmes risques ni à des risques semblables. La seconde stratégie consiste à se diversifier verticalement grâce à la création de valeur ajoutée. Par exemple, les pays en développement tributaires des produits de base peuvent diversifier horizontalement à la fois leur agriculture, en produisant des produits d'exportation non traditionnels de valeur élevée, et d'autres secteurs, comme l'a fait le Costa Rica, ou se diversifier verticalement en ajoutant de la valeur aux produits primaires. Le secteur de l'ananas au Costa Rica en est un bon exemple. Un pays comme la Côte d'Ivoire peut également se diversifier verticalement en réduisant ses exportations de fèves de cacao et en augmentant progressivement ses exportations de beurre, de poudre ou de liqueur de cacao, produits intermédiaires utilisés dans la fabrication du chocolat. L'intégration dans l'économie nationale des étapes correspondantes de la chaîne de valeur du cacao

améliorerait les revenus des exploitants ivoiriens et rendrait les producteurs de cacao moins vulnérables aux fortes variations de prix sur les marchés internationaux. Dans le secteur de l'extraction, les pays en développement tributaires des produits de base peuvent se diversifier verticalement en participant à des activités plus en aval de la chaîne de valeur des ressources minérales, comme l'a fait le Botswana avec le polissage des diamants bruts, la fabrication de bijoux et la vente au détail.

45. Dans les pays riches en minéraux, les grands projets d'extraction fonctionnent parfois isolément du reste de l'économie. Dès lors que les conditions y sont propices, le développement de liens entre le secteur extractif et le reste de l'économie peut contribuer à une industrialisation axée sur l'exploitation des ressources. De 2016 à 2018, la CNUCED a mis en œuvre un projet visant à aider les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale tributaires du pétrole et des ressources minérales à établir des liens entre leur secteur extractif et le reste de leur économie, et dont l'objectif général était de renforcer la capacité des responsables politiques, des spécialistes techniques et des institutions nationales des pays de la région à resserrer les liens entre la production nationale et le secteur des ressources minérales. Les ateliers de renforcement des capacités organisés dans le cadre de ce projet ont permis aux responsables politiques des pays bénéficiaires de comprendre les facteurs qui jouent un rôle déterminant dans la création de liens, l'industrialisation axée sur les ressources, et la création de valeur ajoutée. À cet égard, les pays bénéficiaires, par l'intermédiaire de leur groupe de travail national créé dans le cadre du projet, ont élaboré des plans d'action pour la mise en œuvre de politiques visant à diversifier leurs secteurs des hydrocarbures.

46. La CNUCED a également aidé à diversifier les exportations de produits de base dans le secteur du coton en Afrique. Le coton est essentiel pour générer des recettes d'exportation et pour assurer des emplois et des revenus aux familles des zones rurales de nombreux pays africains. Bien qu'il soit principalement utilisé pour sa fibre, il est possible de s'en servir pour fabriquer plusieurs produits dérivés en ajoutant de la valeur au produit de base, ce qui profite à tous les maillons de la chaîne de valeur, notamment les agriculteurs, les transformateurs et les négociants. Ces produits dérivés sont notamment l'huile de coton utilisée pour la consommation humaine et la fabrication de savon, le tourteau de coton utilisé pour nourrir les animaux et les déchets utilisés en milieu industriel notamment comme torchons et chiffons. Les tiges de cotonnier peuvent également servir à fabriquer des panneaux de particules, du papier, de la pâte à papier et des caisses en carton ondulé.

47. Alors que les produits dérivés du coton pourraient apporter des avantages économiques non négligeables, c'est un secteur qui est sous-développé en Afrique de l'Est et en Afrique australe pour plusieurs raisons, notamment l'absence d'infrastructures adaptées en aval, le fait que le cadre politique et institutionnel soit peu propice au développement de ce secteur, le manque d'informations sur le marché des produits dérivés du coton et l'absence de données permettant d'évaluer les possibilités d'investissement dans ce secteur et sa viabilité économique. À cet égard, à la demande du secrétariat du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, la CNUCED est en train de mettre en œuvre un projet visant à renforcer les capacités de certains pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe à évaluer la viabilité économique de la valorisation commerciale des produits dérivés du coton et à élaborer des politiques fondées sur des données factuelles.

48. Les résultats escomptés de ce projet sont doubles : premièrement, il permettra aux acteurs de la chaîne de valeur du coton, notamment les autorités, le secteur privé et les associations d'agriculteurs des pays bénéficiaires concernés, d'améliorer leur capacité d'évaluer la valeur potentielle, la situation du marché et les perspectives pour les produits dérivés du coton et, deuxièmement, renforcera la capacité des décideurs

dans les pays et la région bénéficiaires d'élaborer des politiques fondées sur des données factuelles qui favorisent la création de valeur ajoutée pour les produits dérivés du coton et d'élaborer des profils d'investissement en vue d'attirer les investisseurs potentiels dans ces secteurs. La mise en œuvre de ce projet commencera à la fin du mois de décembre 2019. Pour atteindre l'objectif de diversification, les pouvoirs publics devront investir dans le développement du capital humain et du capital physique, notamment dans les infrastructures, et les pays en développement devront améliorer leurs capacités scientifiques et technologiques et renforcer leurs institutions et leur gouvernance. De plus, la stabilité macroéconomique et politique est nécessaire au succès des politiques de diversification. Les stratégies et initiatives de diversification dont il est question ci-dessus peuvent favoriser la création d'emplois durables et une croissance partagée (objectif de développement durable n° 8), ainsi que l'industrialisation (objectif 9).

IV. Conclusion

49. Les prix des produits de base ont été instables en 2018 et au premier trimestre de 2019. La plupart ont affiché une tendance à la baisse liée à divers facteurs relatifs à l'offre et à la demande, à la variation des stocks et à la spéculation. L'exposition des pays en développement tributaires des produits de base aux variations brutales des prix et à la volatilité des marchés de ces produits peut contribuer à un ralentissement économique, principalement en raison de l'instabilité et des incertitudes concernant les flux de revenus, qui peuvent compliquer non seulement la gestion budgétaire, mais aussi la planification à long terme. Aussi est-il plus prudent que les pays en développement tributaires de ces produits fassent en sorte de ne plus en dépendre et adoptent des stratégies de diversification pour réduire au minimum les effets néfastes de la volatilité des prix sur les marchés internationaux.

50. Cependant, les politiques destinées à atténuer la dépendance à l'égard des produits de base et la concentration des exportations doivent prendre en considération les particularités de chaque pays, notamment le type de produit dont ils dépendent et les obstacles majeurs qui entravent la diversification de l'économie. Ainsi, la stratégie de diversification retenue dans un pays tributaire des exportations de produits énergétiques tels que le pétrole pourrait être différente de la stratégie applicable dans un pays qui dépend d'un produit agricole tel que le coton. Tandis que le premier souhaitera peut-être se concentrer sur les moyens de nouer des liens entre un secteur pétrolier isolé et le reste de l'économie, le second pourrait voir dans la valorisation de la fibre de coton la stratégie la plus adaptée, l'idée étant alors de produire des tissus et des vêtements en coton destinés à la consommation. Les pays en développement tributaires des produits de base ont besoin d'un appui technique pour développer et diversifier leur secteur productif national et pour renforcer leur capacité d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer leurs politiques nationales. Pour ce faire, il se peut qu'il faille mettre en place des projets de renforcement des capacités sur le terrain, comme le montrent les travaux de la CNUCED dans un certain nombre de pays.